

**OPERATION DE CONSTRUCTION DE LA CITE DU MINISTERE DE LA
JUSTICE DE SAINT-LAURENT DU MARONI (973)**

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
ASSISTANCE TECHNIQUE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LE SUIVI DES
ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE**

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
--

Contenu

CHAPITRE I - GENERALITES	4
1. Objet et forme du marché	4
1.1 Objet.....	4
1.2 forme du marché	4
2. Définition des intervenants.....	4
2.1 La maîtrise d'ouvrage – le pouvoir adjudicateur.....	4
2.2 Contrôle technique	4
2.3 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)	4
2.4 Assistant à maîtrise d'ouvrage technique (AMOT).....	5
2.5 Assistant à maîtrise d'ouvrage maquette numérique (AMO BIM)	5
2.6 Assistants à maîtrise d'ouvrage mandatés par le maître d'ouvrage.....	5
2.7 Marché global de performance.....	5
2.9 Le titulaire	6
3. Pièces constitutives du marché	7
3.1 Pièces générales.....	7
3.2 Forme des notifications et échanges d'information.....	7
4. Obligation de confidentialité.....	8
CHAPITRE II – EXECUTION DES PRESTATIONS	9
5. Exécution du marché.....	9
5.1 Modalités d'exécution	9
5.2 Délais de vérification	9
5.3 Décision.....	9
5.4 Prestations similaires	9
6. Gestion des documents	10
6.1 Documents à remettre par le maître d'ouvrage	10
6.2 Documents à remettre par le titulaire	10
6.3 Gestion électronique des documents.....	10
7. Délais et prolongation du délai	10
8. Pénalités.....	10
8.1 Pénalités pour retard	10
8.2 Pénalités pour absence à des réunions et visites	11
8.3 Pénalités pour non-respect des dispositions du Code du travail	11
8.4 Pénalités pour manquement aux obligations de confidentialité	11
CHAPITRE III - PRIX ET REGLEMENT	12
9. Prix	12

9.2 Contenu des prix	12
9.3 Variation des prix.....	12
9.4 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).....	12
10. Modalités de règlement.....	13
10.1 Répartition des paiements.....	13
10.2 Avance	13
10.3 Acomptes et soldes	13
10.4 Paiement du titulaire	14
Décompte périodique.....	14
Décompte final.....	14
10.5 Paiement des cotraitants et des sous-traitants :	15
10.6 Délais de paiement.....	15
CHAPITRE IV - PROTECTION DES PARTIES	16
APPORTEES PAR LE MARCHE	16
11. Assurances	16
11.1 Responsabilités.....	16
11.2 Assurances.....	16
12. Arrêt de l'exécution du marché	16
13. Résiliation du marché.....	16
13.1 Résiliation du marché	16
13.2 Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur	16
13.3 Résiliation aux torts du titulaire.....	16
13.4 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire.....	17
14. Dispositions relatives au travail dissimulé et aux travailleurs détachés	17
14.1 Dispositions relatives au travail dissimulé	17
14.2 Obligations du titulaire au titre du détachement de salariés.....	17
CHAPITRE V - DIVERS.....	18
15. Exclusivité – conflits d'intérêts	18
16. Litiges	18
17. Dérogations aux documents généraux	18
ANNEXE 1 – Documents à remettre, délais de remise et pénalités.....	19

CHAPITRE I - GENERALITES

1. OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1 Objet

Le projet de la Cité du Ministère de la Justice de Saint-Laurent du Maroni a fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique et d'une Dérogation Espèces Protégées en 2020. Dans la continuité, un dossier de Demande d'Autorisation Environnementale Unique est en cours d'instruction et fait l'objet d'une enquête publique. Le pouvoir adjudicateur s'est engagé à mettre en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts sur l'environnement. Le titulaire du marché global de performance s'est quant à lui engagé à souscrire à une charte chantiers faibles nuisances, exigée par l'APIJ. Ces deux volets doivent permettre la réalisation d'un projet plus respectueux de l'environnement et des riverains.

Le présent marché a pour objet un ensemble de prestations concourant à l'assistance technique du maître d'ouvrage pour le suivi des enjeux relatifs à l'environnement et au développement durable. Le titulaire du marché sera nommé « AMO DD ».

Le cahier des clauses techniques particulières relatif au présent marché présente l'opération, donne le détail de la mission et définit ses limites par rapport à celles des autres intervenants.

Le titulaire du présent marché s'assurera lors de sa mission du respect des pièces contractuelles et réglementaires et en rendra compte au maître de l'ouvrage.

1.2 forme du marché

Le présent marché est un marché public de prestations intellectuelles traité à prix global et forfaitaire.

2. DEFINITION DES INTERVENANTS

2.1 La maîtrise d'ouvrage – le pouvoir adjudicateur

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Agence publique pour l'immobilier de la Justice (APIJ) agissant en tant que mandataire et pouvoir adjudicateur au nom et pour le compte du ministère de la justice.

2.2 Contrôle technique

Les études et travaux relatifs à l'objet de l'opération de travaux dans laquelle s'inscrit le présent marché sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues par le titre II de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Les coordonnées du bureau de contrôle sont les suivantes :

SOCOTEC Agence Antilles Guyane

128 Chemin Saint-Antoine – BP 60029 – 97321 CAYENNE CEDEX

2.3 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)

La conception et l'exécution des prestations du marché global de performance sont soumises aux dispositions du Code du travail et, à ce titre, le maître de l'ouvrage doit désigner un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé de niveau I, pour la phase « conception » et pour la phase « réalisation ».

Les coordonnées du coordonnateur SPS sont les suivantes :

CMJ - SLM / Marché d'AMO développement durable / CCAP

SOCOTEC Agence Antilles Guyane

128 Chemin Saint-Antoine – BP 60029 – 97321 CAYENNE CEDEX

2.4 Assistant à maîtrise d'ouvrage technique (AMOT)

L'opération de la Cité du Ministère de la Justice de Saint-Laurent du Maroni fera l'objet d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage technique ayant pour objet la réalisation de l'ensemble des prestations concourant à l'assistance technique du maître d'ouvrage dans le cadre du suivi des travaux et de la garantie de parfait achèvement du marché de conception, réalisation, et aménagement. Le titulaire de ce marché s'assurera, lors de l'exécution des études et des travaux, du respect des pièces contractuelles et réglementaires et en rendra compte au maître de l'ouvrage.

Les coordonnées de l'AMOT sont les suivantes :

Assystem Engineering And Opération Services

Tour Egée

9/11 allée de l'Arche

92400 Courbevoie

Contacts :

Monsieur Jean-Pierre MELIADO, chargé d'affaires - jpmeliado@assystem.com

Madame Anaïs PILAUD, cheffe de projet - apilaud@assystem.com

Madame Blandine DELAPORTE, cheffe de projet - bdelaporte@assystem.com

2.5 Assistant à maîtrise d'ouvrage maquette numérique (AMO BIM)

L'opération de la Cité du Ministère de la Justice de Saint-Laurent du Maroni fera l'objet de la production d'une maquette numérique BIM, dont les caractéristiques sont définies par un cahier des charges BIM et un protocole BIM produit par le titulaire du marché global de performance. Lors des différentes phases d'études et de réalisation, l'AMO BIM effectue l'analyse de la conformité de la maquette numérique BIM au cahier des charges BIM (annexe au CCAP du marché de conception-réalisation) et au protocole BIM produit par le candidat retenu dans le cadre de son offre finale.

Les coordonnées de l'AMO BIM sont les suivantes :

SIGMALYNX

28 Rue Chemin Vert

75011 Paris

Monsieur Ludovic CHAIGNEAU, Président, société SIGMALYNX – l.chaigneau@sigmalynx.com

Madame Solène LE MAREUIL JACCARD, chargée d'affaires - s.jaccard@sigmalynx.com

2.6 Assistants à maîtrise d'ouvrage mandatés par le maître d'ouvrage

L'Agence publique pour l'immobilier de la Justice pourra faire appel à différents Assistants à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'opération, lors des différentes phases d'études et de réalisation. Ils interviendront sur des domaines différents ou complémentaires à la mission du titulaire.

Le titulaire sera amené à dialoguer avec eux.

Les coordonnées des éventuels AMO seront communiquées ultérieurement.

2.7 Marché public global de performance

Le marché contractualisé avec le groupement est un marché public global de performance (MPGP). Le groupement est responsable de la conception, de la construction et de l'exploitation-maintenance.

Il n'y a pas de marché spécifique de maîtrise d'œuvre. La maîtrise d'œuvre est assurée par un membre du groupement titulaire du marché de conception, réalisation et aménagement.

Ses missions sont les suivantes :

- M0 – PRE – Etudes préliminaires : mise au point et processus BIM
- M1 – APS – Mise au point de l'Avant-Projet-Sommaire remis lors de la consultation
- M2 – ADM – Demandes d'autorisations administratives
- M3 – APD – Avant-Projet-Définitif
- M4 – PRO – Etudes de Projet
- M5 – EXE – Etudes d'exécution et cellule de synthèse
- M6 - VISA-DET – Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution des travaux
- M7 – TRVX – Réalisation des Travaux
- M8 – AOR – Assistance aux opérations de réception
- M9 – MOB – Mobilier
- M10 – SIG – Signalétique
- M11 – QEB – Qualité environnementale des bâtiments
- M12 – GPA – Suivi de la GPA

2.9 Le titulaire

Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel nécessaire à l'exécution des prestations, tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation, et a minima conformément à son offre.

Le titulaire désigne un unique interlocuteur pour le maître de l'ouvrage. Cet interlocuteur est qualifié pour représenter le titulaire auprès du pouvoir adjudicateur, pour piloter la mission et pour signer au cours de l'exécution du marché tous les documents prévus au CCTP.

Sauf accord du maître d'ouvrage, le titulaire ne doit remplacer la personne physique qu'à l'occasion d'indisponibilité temporaire de celle-ci qui n'est pas du fait du titulaire. En cas d'indisponibilité définitive qui n'est pas du fait du titulaire, la nouvelle personne physique désignée par le titulaire (y compris son suppléant) doit être préalablement acceptée par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI :

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au 3.4.3 du CCAG-PI ;
- l'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur ;
- si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39.1 du CCAG-PI.

L'assistant technique assure, dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à toute nouvelle personne physique désignée pour le remplacer ou lui succéder ou, à défaut, au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

3.1 Pièces générales

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, indiquées par ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la maîtrise d'ouvrage fait seul foi :

Pièces particulières :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Acte spécial de sous-traitance
 - Annexe 2 : cadre de réponse des candidatures
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe n° 1 « documents à remettre, délais de remise et pénalités » ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP);
- Annexes du CCTP :
 - Annexe 1 : Arrêté relatif à la dérogation espèces protégées
 - Annexe 2 : Le dossier de demande de dérogation espèces protégées
 - Annexe 3 : Le résumé non-technique de l'étude d'impact
 - Annexe 4 : L'avis de l'Autorité Environnementale (IGEDD) sur le dossier de demande d'autorisation environnementale unique
 - Annexe 5 : Le mémoire en réponse de l'APIJ à l'avis de l'Ae
 - Annexe 6 : Charte faibles nuisances
- le mémoire technique du titulaire, qui n'est contractuel que pour les engagements allant au-delà des exigences figurant dans les pièces susvisées ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire, qui n'a de valeur contractuelle que pour les prix unitaires servant à la rémunération de prestations modificatives ou supplémentaires.

Pièces générales :

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars de 2021.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois m0 est défini en page 3 de l'acte d'engagement.

3.2 Forme des notifications et échanges d'information

Les conditions d'utilisation des moyens dématérialisés de notification et d'échange d'information déterminées par ordre de préférence sont :

- Notification par mail : réponse par mail du titulaire (type : « j'accuse réception..... ») ;
- Directement au titulaire ou à son représentant dûment qualifié (délégation de signature) contre récépissé ;
- Lettre recommandée avec avis de réception.

4. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire du marché est tenu à une obligation de discrétion concernant tous les documents qui lui seront communiqués au cours de l'exécution du marché.

Il devra veiller à les maintenir confidentiels en prenant toutes les mesures nécessaires.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire sont réputés confidentiels.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf instruction contraire du MOA ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues par l'article 8 du présent CCAP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

CHAPITRE II – EXECUTION DES PRESTATIONS

5. EXECUTION DU MARCHÉ

5.1 Modalités d'exécution

L'exécution du présent marché sera répartie suivant les missions suivantes :

- Mission DIAG – réaliser un diagnostic sur la faune et la flore avant le démarrage des travaux
- Mission MC0 – s'assurer de l'appropriation et de l'application par le groupement de la charte chantier faibles nuisances :
 - Mission MC1 – analyse de documents
 - Mission MC2 – suivi des mesures de communication
 - Mission MC3 – vérification de la mise en œuvre des mesures de limitation des nuisances et pollutions
- Mission MA0 – s'assurer du respect et de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et de compensation auxquelles l'APIJ s'est engagée dans le cadre de la demande de dérogation relative aux espèces protégées :
 - Mission MA1 – suivi et encadrement de la préparation du chantier et du chantier
 - Mission MA2 – suivi et encadrement de la mise en œuvre des mesures de d'accompagnement
 - Mission MA3 – formation des personnels en charge de l'entretien des espaces verts

Les missions DIAG, MC0 et MA0 débuteront dès la notification du présent marché.

Les missions MC1, MC2 et MC3 d'une part, et MA1, MA2 et MA3 d'autre part, permettent de structurer l'action du titulaire du présent marché. Elles ne sont pas limitatives des prestations attendues de la part du titulaire, détaillées à l'article 2 du CCTP.

5.2 Délais de vérification

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, la décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou avis telles que requis au titre des éléments définis au sein de la DPGF doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la date de l'accusé de réception par l'APIJ du document ou avis à réceptionner.

L'absence de validation du maître d'ouvrage dans le délai précité ne vaut pas validation tacite.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas informé des jours et heures fixés pour les vérifications.

5.3 Décision

L'achèvement de l'ensemble des missions du titulaire feront l'objet d'une décision de réception prise dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI établie sur sa demande, par le représentant du maître d'ouvrage, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Cette validation peut être donnée par tout moyen.

5.4 Prestations similaires

Le représentant du maître d'ouvrage se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestations similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

6. GESTION DES DOCUMENTS

6.1 Documents à remettre par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage mettra à disposition du titulaire les documents en sa possession qui seraient nécessaires à la réalisation des prestations.

6.2 Documents à remettre par le titulaire

Les documents à remettre par le titulaire à l'occasion de la réalisation des prestations sont précisés à l'annexe 1 du présent CCAP.

6.3 Gestion électronique des documents

La diffusion de tous les documents d'étude sera exclusivement réalisée par un système de gestion électronique des documents, mis en place par le titulaire du marché global de performance.

Le titulaire du présent marché doit utiliser ce système pour accéder aux documents d'études et pour diffuser les documents et avis prévus dans le cadre de l'exécution de ses missions.

7. DELAIS ET PROLONGATION DU DELAI

La durée du marché est précisée à l'article 5 de l'acte d'engagement. Les délais de remise des livrables sont indiqués en annexe 1 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le titulaire peut bénéficier des dispositions de l'article 13.3.1 du CCAG-PI si le pouvoir adjudicateur constate la survenance d'événements faisant obstacle à l'exécution de sa mission dans le délai contractuel. L'importance de la prolongation de délai est débattue entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. La décision est prise par celui-ci et notifiée au titulaire.

8. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, il sera appliqué au titulaire les pénalités détaillées ci-dessous. Ces pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

8.1 Pénalités pour retard

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite. Il ne sera pas appliqué de pénalités de retard si le retard est imputable au pouvoir adjudicateur.

Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

L'annexe 1 au CCAP fixe, pour les principaux éléments de mission, des délais (en semaines ou jours calendaires), leurs points de départ et les montants des pénalités en cas de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune de ces pénalités sauf décision expresse du maître d'ouvrage.

8.2 Pénalités pour absence à des réunions et visites

Il sera appliqué au titulaire une pénalité de 500 € pour toute absence à des réunions et visites où sa présence est prévue conformément au CCTP.

8.3 Pénalités pour non-respect des dispositions du Code du travail

En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 14 du présent CCAP, une pénalité de 300 € par constat sera appliquée.

Une pénalité de 5000 € sera appliquée dès que le représentant du pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail.

8.4 Pénalités pour manquement aux obligations de confidentialité

S'agissant des obligations de confidentialité détaillées à l'article 4 du présent CCAP, les pénalités suivantes seront appliquées :

- 2000 € par occurrence pour non-respect des obligations contractuelles de confidentialité ;
- 1000 € par jour calendaire de retard pour dissimulation ou non déclaration dans le délai précisé à l'article 4 du présent CCAP de tout incident touchant aux obligations de confidentialité.

Les deux pénalités pourront le cas échéant, se cumuler.

CHAPITRE III - PRIX ET REGLEMENT

9. PRIX

9.2 Contenu des prix

Le prix du marché est global et forfaitaire.

Les prix sont établis hors TVA. Ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché y compris les fournitures, les locations, les déplacements, les frais généraux impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du marché sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations. Les prix tiennent compte de la réalisation de l'ensemble des prestations décrites au CCTP.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération de la part de tiers dans le cadre des missions qui lui seront confiées au titre du présent marché.

9.3 Variation des prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après et en fonction de la date d'effet de l'acte qui comporte commencement d'exécution du marché.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précisé en page 3 de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé mois zéro ou encore « mois M_0 ».

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index d'ingénierie I publié au bulletin officiel et au moniteur des travaux publics et du bâtiment.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 (I_m - 4/I_0 - 4)$$

dans laquelle :

$I_0 - 4$: valeur index ingénierie quatre mois avant le mois m_0 (mois d'origine), $I_m - 4$: index ingénierie quatre mois avant le mois pris en compte pour la détermination de la valeur finale de celui-ci. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes ou des paiements partiels définitifs.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

La révision des prix suit la périodicité des acomptes.

9.4 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés, en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur.

10. MODALITES DE REGLEMENT

10.1 Répartition des paiements

Le calcul des décomptes et des acomptes doit à terme, être réalisé, diffusé et échangé à l'aide d'un service électronique de traitement, d'archivage et d'échanges d'informations, de type EDIFLEX.

L'utilisation de ce système sera alors obligatoire pour le titulaire.

Les modalités pratiques d'utilisation de ce système font l'objet d'une convention à conclure entre le titulaire et le gestionnaire du système, selon le modèle validé par le pouvoir adjudicateur, et dont une copie lui sera adressée.

10.2 Avance

L'option A du CCAG-PI s'applique.

Si les conditions prévues aux articles R.2191-3 et R2191-5 à R2191-12 du Code de la commande publique sont réunies, une avance est versée au titulaire du marché sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement. Le paiement de l'avance intervient, sans formalités, dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % (10% pour les PME/TPE) d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial.

Le montant de l'avance ne sera ni révisé ni actualisé.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dans les conditions fixées aux articles R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

10.3 Acomptes et soldes

A la demande du titulaire, des acomptes pourront être versés, au prorata des prestations réellement exécutées, dans la limite de 80% du montant total de la mission. Le solde sera versé à l'achèvement total des prestations de la mission considérée.

Le solde de chaque élément de mission pourra être versé à l'issue des vérifications et après décision du pouvoir adjudicateur, qui pourra valider la réalisation des prestations par tout moyen.

Les éléments de chaque mission feront l'objet de paiements partiels définitifs qu'après achèvement total de chaque mission et réception par le maître d'ouvrage.

L'intervalle entre deux acomptes successifs ne devra pas excéder trois mois (3 mois), sauf en cas d'interruption provisoire ou définitive de la mission notifiée par décision du pouvoir adjudicateur au titulaire.

Le montant dû au titre des parts de missions DIAG, MC0 et MA0 tels que résultant de la DPGF est exigible à l'approbation des prestations correspondantes, après production des documents dus par le titulaire. Il pourra cependant être versé des acomptes correspondant au plus à 80% de la prestation concernée. Après approbation par le maître de l'ouvrage de chaque part de prestations concernée, le titulaire recevra le solde correspondant.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI les acomptes ne sont pas notifiés au titulaire du marché.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, le solde n'est pas notifié au titulaire du marché sauf en cas de désaccord sur le montant des prestations exécutées ou sur l'application de pénalités ou de réfections.

10.4 Paiement du titulaire

Les demandes de paiement seront adressées au pouvoir adjudicateur via le système EDIFLEX.

Décompte périodique

La demande d'acompte est établie par le titulaire. Elle indique les prestations effectuées. La demande d'acompte est établie par le titulaire dans EDIFLEX ou équivalent. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le commencement du marché jusqu'à la phase considérée et le prix évalué en prix de base hors TVA.

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande d'acompte sous forme de projet de décompte établissant le montant en prix de base des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution des prestations réalisées, abstraction faite des pénalités pour retard et réfaction.

Le pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché (voir article 8 du présent CCAP).

Le projet de décompte ainsi complété devient alors le décompte.

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est déterminé par le pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- a) le montant du décompte ci-dessus établi en prix de base,
- b) l'effet de la révision appliquée sur le montant a) ci-dessus,
- c) l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance,
- d) les pénalités et réflexions éventuelles,
- e) l'incidence de la TVA le cas échéant
- f) le montant total de l'acompte à verser ; ce montant étant la récapitulation des postes - a), b), c), d) et e) - ci-dessus

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le montant de l'acompte ci-dessus, accompagné du décompte ayant servi de base à la détermination de ce montant si le projet de décompte établi par le titulaire a été modifié.

Décompte final

Après exécution des prestations de la dernière mission, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande de solde, sous forme de projet de décompte final qui sera à établir dans EDIFLEX.

Si après avoir été mis en demeure de le faire, le titulaire ne produit pas de demande de paiement dans un délai de 45 jours courant à compter de la réception des prestations, le pouvoir adjudicateur peut procéder d'office à la liquidation. Le pouvoir adjudicateur établit le décompte. Ce dernier est notifié au titulaire.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG PI, le solde n'est pas notifié au titulaire du marché, sauf en cas de désaccord sur le montant des prestations exécutées ou sur l'application de pénalités ou de réflexions.

Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande de paiement présentée par le titulaire.

10.5 Paiement des cotraitants et des sous-traitants :

a) Pour les cotraitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer.

b) Pour les sous-traitants

L'acceptation de la somme à payer à chacun des sous-traitants fait l'objet d'une attestation jointe en un exemplaire original au projet de décompte, signée par le titulaire mandataire du groupement et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Dès lors que, dans le décompte général définitif, le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, un avenant ou un acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle il certifie, sous sa responsabilité, que le sous-traitant a été totalement payé.

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, empiète sur le montant sous-traité.

10.6 Délais de paiement

Le délai global de paiement maximum imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder au règlement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours, hors demande de paiement incorrect, à compter de leur réception par ses soins.

Le dépassement du délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires selon la réglementation et le taux en vigueur.

CHAPTIRE IV - PROTECTION DES PARTIES

APPORTEES PAR LE MARCHÉ

11. ASSURANCES

11.1 Responsabilités

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

11.2 Assurances

Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il dispose d'une police destinée à garantir ses responsabilités civiles en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Le titulaire s'engage à adresser au maître d'ouvrage son attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun périodiquement, et au moins au cours du 1^{er} trimestre de chaque année, une attestation dont la date de validité sera en cohérence avec la durée de sa mission.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage, sans indemnisation.

12. ARRET DE L'EXECUTION DU MARCHÉ

En application de l'article 22 du CCAG-PI, la prestation peut être arrêtée au terme de chaque mission du marché définie au CCTP celles-ci étant assimilées à des parties techniques au sens de l'article précité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

13. RESILIATION DU MARCHÉ

13.1 Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

13.2 Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur

Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul de la somme forfaitaire à verser au titulaire, par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, pour la partie résiliée en cours d'exécution, est fixé à 1 %.

13.3 Résiliation aux torts du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis conformément aux articles R.2143-3 à R.2143-4, R.2143-6 à R.2143-10 et R.2143-16 du Code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure.

Le marché peut également être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise au pouvoir adjudicateur des documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et

D.8254-2 du Code du travail et/ou si celui-ci n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail.

13.4 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire,

14. DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE ET AUX TRAVAILLEURS DETACHES

14.1 Dispositions relatives au travail dissimulé

Le titulaire du marché est tenu de remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues par les articles D.8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D.8222-7 à D.8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire du marché est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D.8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ pourra souscrire, à une plateforme en ligne E-Attestation, en vue de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

14.2 Obligations du titulaire au titre du détachement de salariés

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R.1263-3-1, R.1263-4-1 et R.1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R.1263-2-2 du Code du travail.

CHAPITRE V - DIVERS

15. EXCLUSIVITE – CONFLITS D'INTERETS

Le titulaire du marché et, le cas échéant, les sociétés cotraitantes du groupement titulaire, ainsi que les éventuels sous-traitants, s'engagent, sous peine de résiliation à leurs torts, à signaler au pouvoir adjudicateur, pendant la durée d'exécution du marché, toute situation ou tout événement susceptible de faire naître un conflit d'intérêt entre l'exécution des missions faisant l'objet du présent marché, et leur structure capitalistique, leurs liens avec d'autres entreprises et./ou leur politique commerciale.

Le titulaire devra alors soumettre à l'approbation du pouvoir adjudicateur les dispositions qu'il se propose de mettre en œuvre pour faire disparaître ce conflit d'intérêt.

Est ici entendu comme conflit d'intérêt toute situation dans laquelle le titulaire, ses cotraitants et les sous-traitants seraient amenés à porter un jugement ou à participer à une prise de décision, dont eux-mêmes pourraient tirer un bénéfice direct ou indirect dans le cadre de leurs activités. Cela recouvre notamment les cas suivants :

- Evaluation d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Evaluation d'un projet concurrent d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait avantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait désavantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts.

En particulier, le titulaire devra signaler au pouvoir adjudicateur tout accord commercial que le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants, détient ou envisage auprès des sociétés candidates à la consultation pour l'attribution du marché de conception-réalisation et aménagement.

16. LITIGES

En cas de litige, le tribunal administratif de Cayenne est le seul compétent.

17. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1 du CCAG PI, il n'est pas prévu d'article récapitulant les dérogations du présent document au CCAG auquel il se réfère.

ANNEXE 1 – Documents à remettre, délais de remise et pénalités

Missions du CCTP	Document à remettre	Délais	Pénalités
DIAG	Rapport de diagnostic de l'état de la faune et de la flore avant le démarrage des travaux	1 mois après notification du marché	200 €/jour calendaire
MC0	Bilan de chantier au regard des exigences de la charte chantier faibles nuisances	A la date de fin du chantier	400 €/jour calendaire
MC1	Rapport d'analyse des pièces remises par le groupement au titre de l'article 2.2.2 de la charte chantier faibles nuisances	1 semaine après la remise des pièces	200 €/jour calendaire
	Mise à jour du tableau de suivi des pièces remises par le groupement au titre de l'article 4.3 et de l'article 5 de la charte chantier faibles nuisances	1 semaine après la remise des pièces	200 €/jour calendaire
MC2	Compte-rendu relatif au suivi des mesures de communication	1 semaine après le passage sur site	200 €/jour calendaire
MC3	Rapport de vérification de la mise en œuvre des mesures de limitation des nuisances et pollutions	1 semaine après les vérifications	200 €/jour calendaire
MA0	Porter à connaissance à visée d'information de la DGTM en cas d'évolution du projet entraînant un écart aux engagements du pouvoir adjudicateur	3 semaines après la réunion actant la validation de l'évolution du projet	200 €/jour calendaire
	Rapport de synthèse de la mise en œuvre des mesures relatives aux espèces protégées	Au plus tard pour le 25 janvier de chaque année	400 €/jour calendaire
MA1	Rapport d'analyse des solutions techniques prévues par le groupement pour répondre aux mesures de l'arrêté préfectoral	2 semaines après la remise des pièces par le groupement	200 €/jour calendaire
	Rapport d'analyse de la proposition des essences retenues pour les aménagements paysagers	2 semaines après la remise des pièces par le groupement	200 €/jour calendaire
MA2	Compte-rendu relatif au suivi des mesures de compensation et d'accompagnement	Au plus tard pour le 25 janvier de chaque année	200 €/jour calendaire
	Compte-rendu relatif à l'état et suivi de la faune	1 semaine après le passage sur site	200 €/jour calendaire
MA3	Attestation de formation des personnels	3 jours ouvrés après la formation	200 €/jour calendaire
Toutes missions	Compte-rendu de visite de chantier	3 jours ouvrés après la visite de chantier	200 €/jour calendaire